



Les recettes fiscales en hausse de 17%

Hebdomadaire togolais indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Downia

Le Monde

N° 797 du 26 / 06 / 2024

MEMBRE: MEDIAF

Hôpitaux publics P.3

Faute de reconnaissance, les assistants médicaux cessent les césariennes



Moustapha Mijiyawa, ministre de la Santé

Enseignement supérieur

Les établissements indéclicats sommés de régulariser
leurs nouvelles filières sous peine de retrait d'autorisation P.4



Ihou Watéba,
ministre de
l'Enseignement
supérieur

Tchamba



Affoh Atcha-Dédji, ministre
en charge des Transports

N'dobiti 2024, une fête traditionnelle au service de la paix et de la cohésion sociale P.5

La lutte traditionnelle 'Evala' P.6 début le 13 juillet en pays kabyè

Crise Bénin-Niger

Mission de bons offices de Nicéphore Sogle et Boni Yayi à Niamey P.6



Nicéphore Soglo et Boni Yayi

Fait divers

Ghana Pour un problème d'argent, une jeune fille incendie la chambre de son ex-copain

Au Ghana, une adolescente de 16 ans nommée Rebecca Nyomi a été appréhendée par la police pour avoir prétendument mis le feu à la chambre de son petit ami, Samuel Agboblí.

Selon les informations recueillies par GHO ne News, Rebecca avait rendu visite à Samuel dans sa boutique pour lui demander de l'argent, mais sa demande a été refusée en raison de préoccupations concernant la fidélité de Rebecca dans leur relation. Ainsi, les deux amoureux ont rompu.

Après cette rupture, Rebecca a visité le domicile de Samuel où, se sentant apparemment trahie, elle a utilisé une clé de secours pour entrer dans sa chambre et y mettre le feu, prétendant avoir contribué à l'achat de certains biens. Des voisins ont alerté Samuel, mais une partie de ses biens a été endommagée par le feu avant qu'il ne soit maîtrisé.

Comment ça va ?

Très bien: Nicéphore Soglo & Yayi Boni

Il ne faut pas laisser la situation se dégrader davantage entre le Niger et le Bénin. Et dans ce sens, les anciens présidents Nicéphore Soglo et Yayi Boni ont décidé de prendre leur responsabilité. En leur qualité de sages, ils sont au Niger pour une rencontre avec les autorités de la transition

pour une solution entre les deux pays frontaliers. Le Niger en effet maintient sa frontière fermée avec son voisin, lequel, s'alignant sur les sanctions décrétées par la CEDEAO après le coup d'état avait fermé la sienne. Cette situation a provoqué une escalade entre les deux pays, et voyant la situation se dégrader, les deux anciens présidents ont décidé d'entreprendre une mission de bons offices pour faire baisser cette tension qui n'arrange personne. C'est très responsable tout simplement de la part des deux anciens présidents. Comme quoi, il y a des moments dans la vie où il faut reléguer l'orgueil au second plan.



Bien: Julian Assange

Il était considéré comme un criminel de la pire espèce par les Etats-Unis. Son tort, avoir mis sur la place publique à travers son site wikileaks, plusieurs milliers de documents mettant à nu les pratiques cruelles des Etats-Unis dans les zones de conflits où étaient déployées leurs troupes. Pour avoir révélé donc la vérité, Julian Assange a passé plus de 14 ans en quasi détention, puisque fuyant la justice américaine. Reclus dans une ambassade au Royaume Unis, ses bourreaux lui promettaient des centaines d'années de détention en cas d'extradition. Aujourd'hui, l'homme retrouve le sourire avec un accord qui lui permet de retrouver sa liberté. Tout le monde garde donc la face à l'issue de ce feuilleton. Il a été contraint de plaider coupable, seule condition de cette libération. Si c'est la seule condition pour qu'il retrouve sa liberté et sa famille, c'est tant mieux.



Mal: Emmanuel Macron

Ce président est un président kamikaze à coup sûr. Pour une histoire d'élections européennes remportées par la Front nationale (Fn), il décide d'amener sa majorité au crash. Sur un coup de tête, il a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale en France, offrant à présent royalement les clés du pouvoir au parti raciste et xénophobe en France. Tous les sondages donnent pour gagnant ce parti à une semaine du scrutin, ce qui amène plus d'un à s'interroger sur l'opportunité de cette dissolution. Soit il est de mèche avec l'extrême droite à qui il veut clairement offrir le pouvoir ou il a des tendances suicidaires. Mais seulement dans ce dernier cas, il entraîne tout son parti dans cette chronique d'une déroute annoncée.



Environnement

Le Togo lance l'initiative pour la transparence climatique

Le Togo renforce un peu plus son engagement pour la cause environnementale. Le pays a lancé il y a quelques jours, l'Initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT). Le programme, appuyé par le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), vise à soutenir les pays bénéficiaires dans la mise en place d'un cadre de transparence renforcé pour l'action climatique.

Financé à hauteur de 168 645 de dollars américains, soit un peu plus de 103 millions FCFA, le projet permettra au Togo de renforcer sa gouvernance climatique ainsi que son cadre de Mesures Notificatives et Vérifications (MRV) et de développer un système de suivi de ses contributions déterminées au niveau national (CDN). Concrètement, sur une

période de 14 mois, il s'agira d'améliorer la qualité des données d'inventaire des gaz à effet de serre (GES) et d'instaurer des dispositifs et des procédures pouvant garantir l'exactitude des données aux fins de son intégration à des niveaux infranationaux, puis dans le processus d'élaboration des rapports.

En s'appuyant sur cette initiative, le Togo pourra mettre en place un cadre qui répond aux priorités nationales en matière de gestion des problèmes climatiques.

Outre le projet ICAT réalisé actuellement dans huit pays (Namibie, Ouganda, Madagascar, Côte d'Ivoire, Mali, Malawi, Guinée et Togo), plusieurs actions sont mises en œuvre par le gouvernement pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et assurer la transparence dans l'action climatique.

republiquetogolaise.com

Élu « chien le plus moche du monde », ce pékinois de 8 ans a une histoire très touchante

Avec sa petite taille, sa langue pendante et son manque de dents, le pékinois Wild Thang a été élu « chien le plus moche du monde » vendredi en Californie

Wild Thang est désormais une star. Ce petit pékinois âgé de 8 ans a remporté vendredi le concours du « chien le plus moche du monde » organisé à Petaluma, en Californie, rapporte la BBC. Il succède ainsi à Scooter,



qui, l'an dernier, avait gagné cette compétition dont le but est de célébrer « les imperfections qui rendent tous les chiens spéciaux et uniques ».

Le pékinois, qui avait déjà participé cinq fois, l'a emporté face à sept autres concurrents ayant tous des particularités physiques. Celle de Wild Thang, c'est sa langue pendante due à une maladie rare contractée lorsqu'il était chiot. Cette grave infection a également empêché la croissance de ses dents et entraîné des troubles musculaires dans l'une de ses jambes.

Wild Thang « méritait de gagner »

En plus d'une apparition dans l'émission « The Today Show » de NBC, la propriétaire du chien a empoché la jolie somme de 5.000 dollars (environ 4.600 euros).

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email: dlamatine1@gmail.com

Siège: Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication: Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef: Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction: Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie: Direct Print

OTR

Hausse de 17% dans la collecte des recettes fiscales au premier trimestre

Les chiffres de la collecte des recettes fiscales sont au vert à l'Office Togolais des Recettes (OTR) au premier trimestre 2024. 207 milliards FCFA de recettes fiscales sont déjà perçues par la régie financière, une hausse de 17% par rapport à l'année passée.

Au total, 207 milliards FCFA de recettes ont été enregistrées, les trois premiers mois de l'année en cours, une performance due à la rigueur et à la dynamique que ne cessent d'imprégner à cette institution son premier responsable, Philippe Kokou Tchodié, réputé pour la rigueur dans la gestion. Il faut tout de même noter que c'est le ministère de



Philippe Kokou Tchodié, CG OTR

l'Economie et des Finances qui a dévoilé ces résultats dans ses récents tableaux des opérations financières de l'Etat (TOFE), révèlent une hausse de 17% par rapport aux 176,8 milliards

FCFA collectés durant la même période en 2023. Concrètement, 108,6 milliards FCFA ont été mobilisés par le Commissariat des impôts (soit 23,6% de l'objectif annuel de 460 milliards FCFA), en hausse de 14,7% par rapport à l'an dernier, tandis que le Commissariat des douanes et droits indirects a levé 99,3 milliards FCFA, (22,8% de l'objectif de 434 milliards FCFA). Là également, on observe une hausse de 21,1% par rapport aux 82 milliards obtenus de janvier à mars 2023. Dans le détail des contributions spécifiques, plusieurs taxes et impôts ont connu des augmentations significatives. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les importations a ainsi atteint

43,69 milliards FCFA, soit plus du double des 21 milliards FCFA perçus sur la période l'an dernier, la TVA sur les marchandises consommées localement et la taxe sur les activités financières (TAF) ont généré

cales, dont 895 milliards FCFA de recettes fiscales liquides. Il faut noter que les recettes fiscales permettent à l'OTR de mettre des moyens financiers à la disposition de l'Etat pour les projets de



ensemble 35,9 milliards FCFA, et les droits de douane se sont élevés à 35 milliards FCFA. Quant à l'impôt sur les sociétés (IS), il a rapporté 30 milliards FCFA. Pour rappel, cette année 2024, l'Office devra collecter un peu plus de 1.000 milliards de recettes fis-

développement et d'utilité public. C'est pour cette raison que les contribuables sont appelés à avoir une culture civique en payant les impôts afin de donner des coupées franches aux pouvoirs publics pour la réalisation des projets nécessaires pour l'Etat.

Tinos

Aide publique au développement

2000 milliards de FCFA en 4 ans pour le Togo

Sur la période 2018-2022, l'aide publique au développement pour le Togo s'est établie à environ 3.000 millions \$, soit environ 2.000 milliards FCFA. C'est l'une des principales informations communiquées le mercredi 19 juin dernier, à

l'issue d'une réunion avec un groupe de partenaires techniques et financiers du pays.

La rencontre, présidée par la ministre, Secrétaire-générale de la République, Sandra Johnson, avait pour

objectif de faire l'état sur la coopération, et d'identifier les principaux défis relatifs aux différents projets de développement.

L'ambition pour le Togo, engagé sur plusieurs projets, est notamment d'accélérer



l'exécution de ces derniers, afin d'obtenir des impacts significatifs.

Rationaliser les interventions, optimiser les ressources

Dans un contexte économique particulier, marqué entre autres par des conditions de financement beaucoup plus difficiles, l'exécutif a en effet revu sa stratégie, pour coordonner et rationaliser efficacement les différentes interventions, et

optimiser les ressources. D'ailleurs, une nouvelle mouture de la plateforme dédiée aux partenaires sera présentée à ces derniers dans les prochains jours. En outre, "des discussions plus approfondies se tiendront dans les prochaines semaines pour affiner ensemble la stratégie de l'outil et d'accélération", a annoncé la ministre.

D'autres rencontres sont attendues avec d'autres groupes de partenaires.

Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo

Les élections attendues ce dimanche



Le processus de renouvellement des instances de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Togo) est entré dans sa dernière ligne droite, depuis le 15 juin dernier et le lancement de la campagne électorale. Au total, 277 opérateurs économiques ont été retenus comme électeurs sur les

597 dossiers reçus, a annoncé en fin de semaine écoulée la Commission électorale consulaire.

Sur le terrain, la campagne se poursuivra normalement jusqu'au 28 juin, avant le scrutin prévu deux jours plus tard (30 juin). A l'issue du processus, une nouvelle

Assemblée consulaire de 75 membres sera mise sur pied, conformément aux réformes initiées par le gouvernement.

Pour rappel, la Chambre de commerce et d'industrie est la principale interface entre les opérateurs économiques et les pouvoirs publics.

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201

Renseignements

OTR

Enseignement supérieur

Les établissements indéliçats sommés de régulariser leurs nouvelles filières sous peine de retrait d'autorisation

Les autorités veulent mettre fin au désordre dans les établissements supérieurs privés qui ouvrent de nouvelles filières sans formalités d'accréditation. Ainsi ces établissements sont appelés par le ministère de l'Enseignement supérieur à se conformer à la réglementation en vigueur au plus tard le 19 juillet sous peine de retrait d'autorisation.

Le Togo est ainsi déterminé à assainir l'enseignement supérieur privé. Un ultimatum a été

lancé dans ce sens aux établissements par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche dans ce sens. Les promoteurs sont appelés à se et ont jusqu'au 19 juillet pour régulariser leurs nouvelles filières. Cette décision de leur ministre de tutelle Ihou Watéba, vient du constat selon lequel certains établissements ont ouvert de nouvelles filières sans avoir préalablement procédé aux formalités d'accréditation. Cette situation est préjudiciable aux apprenants et pose le problème de fiabilité des

diplômes délivrées dans ces établissements privés déplore le ministre. Occasion également pour le ministre de rappeler aux responsables d'établissements, l'obligation de demander une autorisation préalable du ministère de tutelle avant toute ouverture de filière sous peine de se voir refuser la régularisation à l'avenir.

Les problèmes dans les établissements supérieurs privés avaient fait la une de l'actualité internationale avec le refus du Nigeria de reconnaître les diplômes délivrés au Togo et au Bénin,



Ihou Watéba, ministre de l'Enseignement supérieur

pays dans lequel un établissement du supérieur avait été cité dans la délivrance fantaisiste des diplômes.

Pour dissiper tout malentendu avec le Togo, une mission avait été alors conduite à Lomé par le Nigeria, laquelle a eu des

séances de travail avec le ministère de l'Enseignement supérieur, permettant de démêler le vrai du faux. Pour maintenir cette rigueur, le ministre a donc jugé bon de serrer le vice pour maintenir cette qualité dans l'enseignement supérieur au Togo.

Hôpitaux publics

Faute de reconnaissance, les assistants médicaux cessent les césariennes

Depuis plusieurs semaines déjà, les assistants médicaux refusent de faire face aux urgences obstétricales, notamment les césariennes dans les maternités des hôpitaux publics faute de reconnaissance.

Conséquence, la forte affluence au CHU Sylvanus Olympio, une situation très tendue au sein du plus grand hôpital public de notre pays qui est aussi touché par le mouvement des assistants médicaux.

La situation perdure depuis un moment et s'aggrave au fur et à mesure de l'évolution du temps, celle d'une cessation d'activités de certains assistants

médicaux, lesquels réclament une meilleure reconnaissance de leur métier. La situation qui a commencé à l'hôpital de Bè s'est étendue à d'autres hôpitaux du pays et touche désormais le Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio, le plus grand centre hospitalier du Togo.

La situation s'est détériorée à tel point que les urgences obstétricales ne sont plus prises en charge par le personnel des services de maternité qui se dit débordé. Les assistants médicaux, qui effectuaient des césariennes en dehors de leurs attributions officielles, ont donc décidé de cesser ces

activités pour manque de reconnaissance.

Cette situation engendre chaque jour des situations surréalistes avec des femmes enceintes démunies qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Il faut sauver la situation. Cette situation qui perdure va-t-elle toujours continuer ? Il urge que le ministère de la Santé trouve rapidement une solution à ce problème crucial. S'il le faut, entrer en négociation avec les assistants médicaux car la situation n'honore pas notre pays. Jusqu'à quand les femmes en travail vont-elles encore souffrir ? voilà la question cruciale, car comme l'avait dit le chef de



Moustapha Mijiyawa, ministre de la Santé

l'Etat aucune femme ne devrait mourir en donnant la vie. Malheureusement à cause des débordements au Chu S.O nous risquons d'arriver à cette situation

fâcheuse que personne ne souhaite. La balle est ainsi dans le camp des autorités, plus précisément du ministère de la Santé.

Angelo

Marché financier régional

Le Togo lève 32,1 milliards FCFA

Notre pays vient de réussir un nouveau coup sur le marché financier régional. Le Trésor public togolais, à la recherche 30 milliards de nos francs, a réussi, hier lundi 24 juin, à boucler cette nouvelle opération en mobilisant quelque 32,1 milliards de Fcfa.

Le Togo a bouclé ce lundi 24 juin, une nouvelle opération sur le marché financier régional. En quête de 30 milliards FCFA via une émission simultanée de Bons (BAT) et

d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT), le Trésor public a finalement levé 32,1 milliards FCFA. Ceci correspond à un taux de couverture de 107,04% de l'opération.

Selon le compte rendu de l'agence Umoa-Titres, le trésor public a collecté 26,2 milliards FCFA sur les BAT émis sur la maturité de 364 jours aux taux d'intérêts multiples et 5,9 milliards FCFA via les OAT émises à des taux d'intérêt annuels de 6,15% et 6,40% sur des maturités respectives de 3



et 5 ans. Ce nouveau succès porte à 463 milliards FCFA le

total de ressources mobilisées cette année sur le marché financier régional

par le Togo alors que sa cible est de 607 milliards FCFA.

Exemption de visa diplomatique entre le Togo et l'Afrique du Sud

Les officiels togolais ainsi que les fonctionnaires détenteurs de passeports de service n'ont plus besoin de visa pour se rendre en Afrique du Sud. Les deux pays ont en effet scellé depuis le 18 juin dernier un accord dans ce sens.

Avec cette nouvelle facilité, la Nation arc-en-ciel rejoint la liste des pays

avec lesquels le Togo a conclu des ententes similaires, comme le Gabon, le Maroc, la Russie, le Brésil, ou encore le Qatar.

“Nous travaillons d'ores et déjà pour les autres catégories de passeports”, a rassuré le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, qui a remercié son



homologue, Naledi Pandor pour son engagement à oeuvrer également pour le renforcement de la coopération bilatérale entre Lomé et Prétoria.

Éducation/Transition numérique

Des tablettes mises à disposition des établissements



Le Togo poursuit sa transition numérique dans le secteur éducatif. Lundi 24 juin 2024, le ministère des Enseignements primaire, secondaire et technique a distribué de nouvelles tablettes aux directeurs régionaux de l'éducation.

Ces appareils, destinés aux établissements scolaires, ont pour objectif de soutenir la mise en place d'activités péri et parascolaires. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2020-2030).

Ces outils numériques visent à améliorer la qualité de l'enseignement et à mobiliser les acteurs de terrain en vue d'organiser des activités en dehors des heures de cours. Ainsi, dans une note de service rendue publique quelques jours avant cette cérémonie de remise, le ministre des Enseignements primaire, secondaire et technique, Prof. Dodzi avait invité les acteurs à prendre les mesures nécessaires afin d'intégrer efficacement ces activités péri et parascolaires dès la rentrée 2024-2025.

Tchamba

N'dobiti 2024, une fête traditionnelle au service de la paix et de la cohésion sociale

Le samedi 22 juin, les fils et filles des cantons de Tchamba, Tchamba 1 ont enregistré la présence d'une délégation

Transports routiers, aériens et ferroviaires, Atcha-Dedji Affoh.



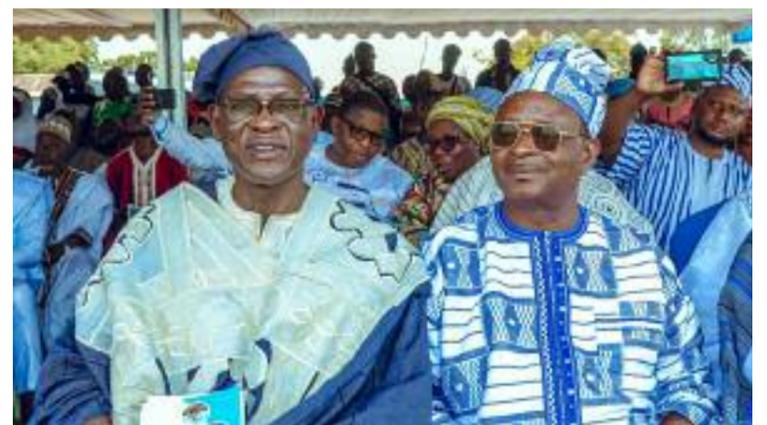
Le ministre Foli-Bazi venu apporter son soutien à son collègue Atcha Dédji qui à sa droite le ministre Idrissa

Cette 4ème édition placée sous le thème : « Une culture du renforcement de la paix et de la cohésion sociale au Togo », a permis aux fils et filles de plancher sur les questions de développement du milieu. L'occasion pour le ministre Atcha-Dédji d'exhorter la population à la fraternité et à la cohésion sociale afin que la paix règne.

La célébration a été marquée par une ferveur populaire, des danses folkloriques et la

Larini et Alibi I se sont retrouvés à Tchamba pour célébrer la 4ème édition de la fête N'dobiti.

Cette fête traditionnelle qui réunit chaque deux ans, les filles et fils des cantons de Tchamba, Larini et Alibi, est une véritable illustration de la diversité culturelle et de l'unité qui font inéluctablement la force de cette communauté Akasselem.



Les cadres et natifs de Tchamba

Les festivités organisées dans la Commune par le ministre des gouvernemenale conduite dégustation des mets locaux.

Retrouvez Dounia dans l'application le kiosque chaque mercredi

La lutte traditionnelle 'Evala' débute le 13 juillet en pays kabyè

À partir du 13 juillet prochain, toute la préfecture de la Kozah va vivre pour une semaine, l'édition 2024 de la lutte traditionnelle Evala. Cette lutte symbolise la célébration de la culture, de la tradition, et de l'identité du peuple Kabyè.

C'est un événement annuel majeur au Togo, particulièrement célébré dans la région de la Kara.

Bien plus qu'une simple compétition sportive; il s'agit d'un rituel de passage pour les jeunes hommes de l'ethnie Kabyè.

Les luttes Évala trouvent leur origine dans les traditions ancestrales des Kabyè. Elles marquent le passage de l'adolescence à l'âge adulte pour les jeunes hommes, généralement âgés de 18 à 20 ans. Cette initiation est un moment crucial dans la vie des participants, car elle



symbolise la force, le courage, et la capacité à protéger la communauté.

Les festivités des luttes Évala se déroulent sur une

période d'une semaine et attirent des milliers de spectateurs, tant locaux qu'internationaux.

Les jeunes hommes, appelés

"Évalons", s'affrontent dans des combats de lutte traditionnels. Ces combats sont organisés par villages ou quartiers, et chaque

participant doit démontrer sa force physique et son agilité pour remporter la victoire.

Avant les compétitions, les Évalons suivent une préparation rigoureuse. Ils passent par des périodes d'entraînement intensif et de rituels de purification, qui incluent des bains dans des sources sacrées et des cérémonies de bénédiction par les anciens et les chefs spirituels.

Les luttes jouent un rôle crucial dans la préservation des traditions et de l'identité culturelle des Kabyè.

Elles renforcent les liens communautaires et permettent aux jeunes de s'intégrer pleinement dans la société adulte. De plus, cet événement attire de nombreux touristes, contribuant ainsi au développement économique de la région.

Eperviers du Togo

Quel profil pour succéder à Paulo Duarte

Alors que personne ne s'y attendait, le technicien portugais Paulo Duarte a rendu le tablier le 20 juin et s'est dans la foulée engagé avec un club d'Arabie Saoudite.

Nommé en août 2021, Duarte aurait passé un peu plus de 3 ans à la tête de

Coupe d'Afrique des nations. Il quitte donc le Togo sur une note de défaite, celle notamment contre la RDC dans le cadre des éliminatoires du mondial 2026.

Il se pose clairement le problème de sa succession,



Paulo Duarte

l'équipe nationale avec un bilan de 7 victoires, 6 défaites et 10 nuls en 23 matchs. Ce bilan somme toute reste loin des objectifs qui lui ont été assignés à sa prise de fonction, c'est-à-dire faire mieux que son prédécesseur Calud le Roy en qualifiant le Togo pour la

et plusieurs noms sont déjà cités pour prendre sa suite. Le prochain sélectionneur aura la lourde mission de faire un bon parcours lors des éliminatoires du mondial et surtout qualifier le pays pour la CAN 2025 prévue au Maroc.

Fiacre

Crise Bénin-Niger

Mission de bons offices de Nicéphore Soglo et Boni Yayi à Niamey

Les anciens présidents béninois Nicéphore Soglo et Boni Yayi ont décidé de s'impliquer pour faire baisser la tension entre le Bénin et le Niger. Une médiation acceptée par Niamey où les deux anciens dirigeants ont été reçus, ce lundi.



Nicéphore Soglo et Boni Yayi en mission au Niger

Les anciens Présidents du Bénin, Nicéphore Soglo et Boni Yayi, ont effectivement foulé le sol nigérien, ce lundi. Ceci, conformément à l'annonce faite, dimanche, par leurs services de communication. Arrivés à Niamey en fin d'après-midi, les deux anciens dirigeants ont été reçus par le général Mohamed Toumba, ministre d'État en charge de l'Intérieur assisté du Docteur Soumana Boubacar, directeur de cabinet du Président du Niger, Abdourahamane Tiani.

Vers un dégel ?

Selon les informations confirmées par diverses sources, les autorités nigériennes ont donné leur assentiment à la médiation des deux anciens présidents béninois. Dans l'agenda des deux hommes encore en terre nigérienne, une rencontre avec le chef de la jeune nigérienne, les membres du CNSP et du gouvernement est prévue. Une telle médiation pourrait

ainsi entraîner une baisse de la tension qui est l'objectif essentiel des deux anciens chefs d'État. Cela se lit très clairement dans le communiqué publié par Boni Yayi et son prédécesseur. Ils précisent effectuer le déplacement pour « échanger avec les responsables nigériens au plus haut niveau afin de contribuer à rétablir les relations cordiales, fraternelles et mutuellement avantageuses établies par les pères » des indépendances des deux pays. Mais, il est encore trop tôt pour se prononcer sur les retombées de la mission de médiation.

Soglo et Yayi n'ont pas reçu un mandat du gouvernement béninois

En se rendant en médiateurs à Niamey, les deux anciens présidents béninois n'ont pas été mandatés par le gouvernement. « C'est une mission qui leur a été confiée à l'occasion du conclave qu'ils ont fait au Nigeria avec le président

Goodlock Jonathan, parce qu'ils ont fait un point sur l'état de la démocratie et ils en sont venus à la conclusion qu'il faut déployer une médiation pour pacifier les relations entre le Niger et le Bénin », a confié à dw.com, l'expert en gouvernance, Francis Euloge Atadé. Il y a quelques jours, Boni Yayi avait rendu visite à son prédécesseur en son domicile. Même si la question de la crise entre le Bénin et le Niger était au cœur des échanges entre les deux hommes, aucune déclaration n'a été faite à la fin de la visite.

Hier mardi, le Général Abdourahamane Tiani, Président de la transition au Niger a reçu en personne les deux anciens présidents, selon Bip radio. Alors que Tiani avait refusé même un émissaire de Patrice Talon, sa volonté de recevoir Soglo et Yayi peut être perçue comme une once d'espoir pour le dégel de la crise entre les deux pays frères.

Soja : descente aux enfers d'une filière jadis prometteuse

Producteurs, transformateurs et commerçants de soja au Togo sont de plus en plus accablés par des dettes, une situation désastreuse qui semble doucir les ardeurs.

Certains producteurs témoignent que la culture du soja depuis peu, pose de sérieux défis en matière de rentabilité. Ils dévoilent qu'en examinant les coûts de production et les revenus générés, il apparaît clairement que le prix actuel de vente du soja ne leur permet pas de tirer des bénéfices substantiels. Une activité qui exige tant d'efforts mais faiblement rémunérée.

"Nous dépensons pratiquement 26000 F.CFA pour acheter les intrants et 180.000 F.CFA pour la main d'œuvre agricole, le transport et le suivi, pour obtenir en moyenne 1000 kg de soja à l'hectare. La charge totale fait 206 000 F. Si l'agriculteur vend le kilo de soja à 225 frs, il obtient un chiffre d'affaires de 225 000 F. Le résultat est très maigre, parce que son bénéfice est à 19 000 F.CFA", partagent-ils à agridigitale.tg.

Et de poursuivre : "le prix du kilo à 300 F.CFA est souhaitable. Au cas contraire, cette culture ne sera vraiment pas rentable pour nous. Voilà pourquoi pour ne pas vendre à perte, nous souhaitons qu'il y ait un prix fixe sur toute l'année pour la graine de soja comme pour le coton".

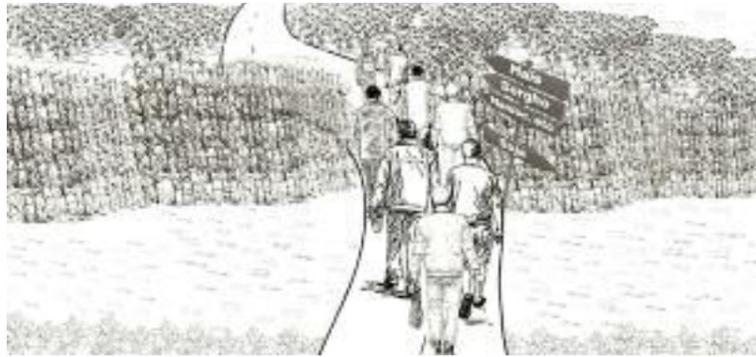
La situation que vit la filière soulève des questions cruciales sur les causes de cette crise et les solutions possibles pour revitaliser le secteur.

En 2019, le prix plancher d'achat bord champ de la graine de soja était à 189 FCFA le kilo. Ce prix jugé

raisonnable avait encouragé des producteurs à s'investir davantage dans cette culture.

Les recettes d'exportation atteignaient les 50 milliards F.CFA.

Deux ans plus tard, en 2021, le prix plancher a été révisé à la hausse, atteignant 280 FCFA/kg. Une augmentation perçue comme un signe positif pour la filière, motivant davantage de



producteurs à se tourner vers le soja.

Le secteur devenant très attractif, les producteurs augmentaient leur exploitation, d'autres abandonnaient certaines cultures au profit du soja.

Une victoire de courte durée. L'année 2022 a été particulièrement exceptionnelle pour les producteurs de soja au Togo. Le prix plancher de la graine de soja a grimpé pour atteindre 300 FCFA le kilogramme, ce qui a suscité un engouement sans précédent parmi les commerçants. Sur le terrain, le soja se vendait jusqu'à 460 FCFA le kilogramme, un record historique. Cette flambée des prix a apporté des bénéfices considérables aux producteurs, renforçant l'attractivité de cette culture.

L'augmentation des revenus des agriculteurs avait rapidement gagné en popularité. Les promesses de débouchés à l'exportation, ainsi que les

initiatives gouvernementales pour promouvoir cette culture, ont entraîné une augmentation significative des surfaces cultivées.

Malgré tout, l'enthousiasme autour de la graine ne durera pas trop longtemps.

En 2023, les producteurs ont été confrontés à une chute drastique des prix où ils se retrouvaient face à un prix de 200 FCFA/kg

comme prix bord champ, et sur le terrain, le soja ne se vendait qu'à 250 FCFA au maximum.

Cette baisse inattendue a provoqué une déception totale dans les rangs des producteurs, mettant en difficulté toute la filière.

La fluctuation des prix sur le marché international, combinée à une mauvaise gestion des stocks et à des pratiques agricoles parfois douteuses (Vrai/faux-bio), a conduit à une chute des prix locaux.

Des restrictions ont été même imposées sur les produits en provenance du Togo sur le marché de l'Union européenne (UE).

Certains producteurs se sont retrouvés avec des tonnes de soja invendu (80.000 tonnes selon les premières estimations de l'interprofession), les forçant ainsi à brader leurs récoltes à des prix dérisoires.

Les aléas du climat

La campagne 2023 restera gravée dans la mémoire des agriculteurs qui se sont retrouvés pris entre le marteau et l'enclume, confrontés à une baisse de productivité et des revenus en berne.

"Nous avons vraiment souffert l'année dernière avec la production. Il fallait faire pied et main pour pouvoir s'en sortir mais à la fin, le rendement à l'hectare n'était pas vraiment ce qu'il fallait. On se retrouvait avec 450, 500 voire 600 kg à l'hectare", confient certains producteurs.

"Les rendements ont chuté par rapport aux années précédentes, et nos investissements en intrants, en travail et en temps n'ont pas été récompensés. La chute des prix nous a sérieusement mis à genoux, rendant difficile la couverture des coûts de production et de nos dettes contractées", détaillent d'autres producteurs interrogés dans la région centrale.

Pour la plupart des producteurs questionnés, "2023 a été une année désastreuse jamais connue dans l'histoire du soja au Togo".

"Nous avons mis de l'énergie pour emblaver des hectares afin de sortir la graine en ayant à l'idée de faire des bénéfices si le prix était fixé à tel ou tel. Mais il arrive que le prix chute, nous sommes obligés de rouler à perte. Déjà nos calculs ont été faussés, nous devons rembourser les dettes et avoir un surplus afin de pouvoir survivre en attendant la prochaine campagne", déplorent-ils.

Continuer ou laisser tomber ?

Toute la chaîne est endettée. Le soja a mis plusieurs acteurs à genoux et certains reculent déjà et veulent passer à d'autres cultures.

L'un des épineux problèmes a été le fait qu'il y a des agrégateurs nationaux qui ont accompagnés des produc-

teurs avec les semences et autres, mais au finish, il y a eu la malhonnêteté qui avait pris le dessus.

"Il arrive que ton agrégateur négocie à prendre le produit à 230 F.CFA le kg alors qu'il y a un autre acheteur qui propose 250 F/kg et parfois plus. Le prix dérisoire proposé par les agrégateurs nous a amenés à vendre la graine à d'autres acheteurs plutôt qu'à ceux qui nous ont accompagnés", reconnaissent volontiers certains producteurs avouant qu'ils n'avaient pas le choix en agissant ainsi.

"À un moment, il faut dire que tout cela a été orchestré par un désordre sur le terrain qui faisait que nous producteurs, on avait peur de se retrouver avec des stocks sous la main sans preneur", ajoutent-ils.

Face à cette situation, la conséquence en est que cette année beaucoup se méfient avec le soja, particulièrement les agrégateurs qui hésitent à apporter leur soutien à la production par peur de se faire dribbler une fois de plus par les producteurs.

"Le problème avec le soja, vous n'avez pas le prix avant de lancer la production. C'est après avoir produit qu'on vient vous annoncer le prix et vous êtes obligés de composer avec. Il est bien vrai que nous n'allons pas abandonner la production du soja mais sérieusement les espaces seront réduits pour miser sur d'autres spéculations comme le maïs et le haricot", lâchent d'autres producteurs, presque découragés.

En ce début de campagne, le constat sur le terrain est que les agrégateurs se sont presque désengagés et les producteurs à la quête des intrants de production.

Le risque d'endettement est partagé par l'ensemble des acteurs de la filière et il faudrait trouver un terrain d'entente afin de pouvoir remettre la filière sur la bonne voie.

Savanes

Le geste de la FAO et ECHO soulage les personnes déplacées

La région des Savanes (nord du Togo) connaît ces dernières années des vagues de déplacements des populations pour cause du débordement de la crise du Sahel.

En vue de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des personnes vulnérables de la zone nord du Togo, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Direction générale

pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européenne (ECHO) leur viennent en aide à travers la mise à disposition d'intrants agricoles pour leur propre production agricole.

La FAO a mis en place, du 11 au 24 Juin 2024, une opération de distribution des intrants agricoles dans les préfectures de Cinkasse, Tone, Kpendjal-ouest et Tandjouaré de la région des Savanes, dans le cadre du « projet de réponse immédiate

aux ménages déplacés victimes des crises sécuritaires dans la région des Savanes ».

Concrètement, cette opération a consisté à mettre à disposition de chaque ménage vulnérable des kits d'intrants agricoles composés de semences améliorées de maïs ou du riz (soit 20 kg/ménage) et des engrais minéraux NPK 15 15 15 (100 kg/ménage) et urée 46%N (50 kg/ménage).

"Chaque bénéficiaire obtient ces intrants pour

améliorer sa productivité agricole. A terme, les ménages déplacés auront de quoi manger, satisfaire leurs besoins alimentaires et éventuellement vendre le surplus pour s'acheter des biens non alimentaires", déclare Tetevi Kodjovi, spécialiste chaîne de valeur et protection des végétaux à la FAO.

L'opération financée par l'Agence humanitaire de l'Union Européenne (ECHO) vise à accompagner 1100 ménages déplacés dans la région des Savanes.

Ces ménages déplacés ont été identifiés avec l'ensemble des partenaires sur le terrain, notamment la Direction régionale de

l'action sociale, l'antenne régionale de l'ANPC et les services techniques du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (ICAT, DRAEDR/S).

"Cet appui de la FAO et de ECHO va permettre aux ménages déplacés de pratiquer l'agriculture sur les terres que nous leur avons cédées. A travers les engrais et les semences, ils vont emblaver des surfaces suffisantes afin d'assurer leur autosuffisance alimentaire", témoigne Kanwore Falatienang, chef Canton de Bombouka qui a accueilli des déplacés internes.

En un clic,
payez votre
TVM
par

TMoney



sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play

As-tu déjà payé ta TVM ? Non ? alors dépêche-toi de le faire avant le 31 Mars 2024 !

Tu peux la payer partout où tu te trouves et à n'importe quelle heure via l'application "OTR TVM" disponible sur #playstore ou dans toutes les divisions des impôts sur toute l'étendue du territoire. Vous pouvez désormais le faire aussi via TMoney ou Moov Money.



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg